

Questions orales

LE CANADIEN NATIONAL

LA POSSIBILITÉ DE CESSION DES HÔTELS—DEMANDE D'OFFRE PRIVILÉGIÉE À LA CHAÎNE CANADIENNE SKYLINE HOTELS

M. Arnold Malone (Battle River): Monsieur l'Orateur, en l'absence prolongée du ministre des Transports, je poserai ma question à son secrétaire parlementaire. Elle se rapporte à une question que j'avais déjà posée au sujet de la direction d'un hôtel du CN; on m'avait répondu que des négociations étaient en cours avec Conrad-Hilton. On nous informe maintenant que les hôtels Skyline aimeraient prendre part à ces entretiens. Comme cette dernière chaîne est entièrement canadienne, puis-je obtenir la garantie qu'il n'y aura plus de négociations avec les hôtels Conrad-Hilton, tant qu'il n'y en aura pas véritablement avec les entreprises canadiennes?

M. Cliff McIsaac (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Je n'ai rien appris de neuf depuis la dernière fois qu'on a soulevé la question. Je transmettrai volontiers la question du député à la direction du CN, qui étudie toute l'affaire.

* * *

LES FINANCES

L'OPPORTUNITÉ D'UN PROGRAMME DE TRAVAUX D'HIVER—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. John Wise (Elgin): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre, en l'absence du ministre des Finances? Accepterait-il d'étudier sérieusement l'opportunité de recommander un programme de travaux d'hiver, soit en collaboration avec les provinces, soit directement avec les municipalités, les autorités chargées de la conservation, les commissions des parcs et d'autres organismes, en tenant compte, surtout, de l'état lamentable de l'industrie de l'automobile et d'autres industries, notamment en Ontario?

● (1610)

M. l'Orateur: A l'ordre. La question me semble se rattacher à une politique générale très vaste et, ainsi posée, elle ne convient peut-être pas à la période des questions. Toutefois, le premier ministre pourrait vouloir y répondre.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, ma réaction a été la même que la vôtre. Le député demande une déclaration de politique. Je puis lui assurer que ses recommandations ont été entendues. Je dois signaler qu'elles semblent un peu contredire les déclarations d'un député de son propre parti qui a amorcé la discussion sur mon bill hier et qui a dit que les consultations avec les provinces, tout particulièrement dans le domaine des travaux d'hiver, avaient été idéales par le passé. Le député avance maintenant que nous devrions peut-être traiter directement avec les municipalités, et c'est un point, à mon avis, que nous serions obligés d'étudier pour concilier les deux suggestions.

[M. Trudeau.]

LA FONCTION PUBLIQUE

LA POSSIBILITÉ DE RÉVISION DE LA DÉCISION DE LA COUR FÉDÉRALE DANS LE CAS DE RODIER JEAN—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au président du Conseil du Trésor. S'engagera-t-il à revoir la décision de la Cour fédérale du Canada dans la cause de Rodier Jean, un fonctionnaire qui a participé à une grève légale aux termes de la loi et à qui la Cour a refusé le droit de rattraper toute perte de pension parce qu'il n'a pas versé de montants compensatoires ou fait de paiements pendant cette grève, pour voir si la Cour n'a en aucune façon contourné la loi?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, je vais faire une revue de toute la question. Comme je ne suis pas au courant de ce problème, je vais faire enquête et je ferai ensuite rapport à l'honorable député.

* * *

[Traduction]

LES CÉRÉALES

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AUX FOURNITURES À LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Comme on rapporte aujourd'hui que les Chinois envisagent de réduire leurs achats de céréales canadiennes, aurait-il l'obligance de dire à la Chambre s'il a communiqué avec les représentants de la République populaire de Chine au sujet des contrats de ventes actuels et futurs, et quelles mesures le gouvernement prend-il pour protéger nos marchés d'exportation?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, la Commission canadienne du blé demeure constamment en contrat avec ses principaux clients, comme la République populaire de Chine. Dans ce cas-ci, il y a aussi eu des discussions concernant les dates de livraison. La Commission du blé se tient toujours prête à de nouvelles négociations.

* * *

L'ÉNERGIE

LE RALENTISSEMENT DE LA PROSPECTION POUR LE GAZ NATUREL DANS LES TERRES FÉDÉRALES—LES MESURES ENVISAGÉES

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Dans le journal de ce matin, on peut lire qu'il y aura une grave pénurie de gaz naturel au Canada dès 1977. Le premier ministre sait-il qu'environ 90 p. 100 des réserves futures du Canada se trouvent en sol fédéral où la prospection a subi un ralentissement très net? Le premier ministre peut-il nous dire s'il envisage de faire quelque chose pour remédier à cette sombre situation?